



Michel MAZÉAS
Maire de Douarnenez

Michel MAZÉAS

MAIRE de DOUARNENEZ

Candidat du Parti Communiste Français

POUR L'UNION POPULAIRE ET LA VICTOIRE
DU PROGRAMME COMMUN

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je m'adresse à vous aujourd'hui pour solliciter vos suffrages en tant que candidat aux élections législatives. Nous vivons dans une circonscription étirée en longueur et regroupant 4 cantons, résultat d'un découpage électoral qui vous a toujours surpris, mais que nous devons accepter tel quel.

Vous savez que depuis de plusieurs années la population de Douarnenez m'accorde sa confiance et que depuis deux ans cette confiance m'a porté aux fonctions de Maire de la 3^e ville du département. Malgré les difficultés de la tâche, je m'efforce, chaque jour, de ne pas démeriter et de mener à bien les projets retenus.

D'ailleurs, Maire de Douarnenez, je ne suis pas un inconnu pour vous et je sais que nombreux sont ceux qui, à travers toute la circonscription, suivent avec intérêt et sympathie les efforts de la nouvelle municipalité. Les résultats obtenus, le style de gestion que nous avons adopté en associant étroitement la population à nos réalisations et à nos entreprises montrent à l'évidence que c'est en **toute confiance** que vous pouvez m'accorder vos suffrages. Notre circonscription pourra connaître alors un dynamisme nouveau, fruit d'une action concertée et efficace.

Mais ces élections auront aussi, vous n'en doutez pas, une importance exceptionnelle. Le suffrage universel doit, de la manière la plus nette, condamner le politique du pouvoir actuel et se prononcer pour l'adoption et la mise en œuvre du **programme commun de gouvernement** conclu entre les partis de gauche.

Vous aurez donc, le 4 Mars, un choix politique à faire en même temps que le choix d'un homme. En votant communiste vous voterez pour le Parti qui a, indiscutablement, dénoncé dès le premier jour le régime responsable de la crise et qui, en même temps, a inlassablement agi en faveur de l'union de la gauche sur la base **d'un programme commun de gouvernement**.



Amélie KERLOCH
Maire-Adjointe de Plogoff

Pour le Programme Commun avec le Parti Communiste Français

Les démissions de l'U. D. R.

Depuis des années les électeurs de la 7^e circonscription envoient à l'Assemblée Nationale un député U. D. R. dont la première réaction est d'oublier des promesses qu'il savait d'avance ne pas pouvoir tenir.

Celui qu'on vous **parachute** aujourd'hui pour le remplacer, à l'américaine, n'a guère d'autres ambitions.

Jamais, en effet, ces hommes interchangeables, n'ont sérieusement envisagé les moyens financiers et politiques pour réaliser le catalogue de leurs promesses.

Prisonnier d'un système dont le moteur est le profit ils se soucient fort peu de l'intérêt des travailleurs, privilégiant les grandes surfaces contre le petit commerce, refusant l'abaissement de l'âge de la retraite, créant les graves difficultés des marins, des paysans, des ouvriers, des enseignants, des collectivités locales.

UNE AUTRE VOIE

Seul, le programme commun de la gauche prévoit les moyens propres à la mise en œuvre des mesures sociales de grande ampleur susceptibles de changer profondément, immédiatement la vie quotidienne.

Il ne s'agit pas seulement d'argent. Les finances ne peuvent être isolées de l'ensemble de la politique économique.

Le programme commun repose aussi sur le contrôle par la Nation des secteurs clés de l'industrie, des banques et des établissements de crédits.

Certes, un secteur privé très important demeure. Mais le secteur de l'économie qui sera sous contrôle public réalisera plus de la moitié des investissements dans l'appareil de production. C'est à dire que son développement pourra être orienté de manière à satisfaire prioritairement les besoins sociaux de la population, les créations d'emplois, l'harmonisation du développement régional qui tiendrait compte de cette ouverture extraordinaire vers la mer dont les ports **d'Audierne** et de **Douarnenez** devraient profiter plus largement.

L'Avenir de la Cornouaille

Nous insistons depuis longtemps sur la nécessité d'une politique régionale qui, tenant compte de l'originalité du "pays" cornouaillais, permettrait, de redresser les tendances néfastes que nous dénonçons une fois de plus aujourd'hui.

Si, 1200 à 1500 jeunes quittent la cornouaille chaque année, appauvrissant un peu plus la région à chaque départ, ce ne sont pas les usines en pointillé sur les cartes qui les retiendront...

Les changements proposés par le **programme commun** au-delà de la certitude de l'égalité des salaires sur le plan national et d'une progression régulière du pouvoir d'achat veillent aussi à relancer les activités traditionnelles. La pêche, l'agriculture, les industries alimentaires, la construction navale, le tourisme, connaîtront un nouvel essor dont la dimension sera démocratiquement discutée et assurée.

L'idée d'une **zone industrielle** à caractère régional capable d'animer un secteur très étendu couvrant l'ensemble de la Cornouaille sera rapidement concrétisée. Tout en ménageant l'espace agricole elle apportera des emplois en qualité et en quantité et redonnera vigueur en même temps **au commerce et à l'artisanat local** par la masse des salaires mis en circulation.

La **politique de scolarisation**, nécessairement repensée, tendra à rapprocher le plus possible l'école des familles tout en offrant un large éventail de possibilités à tous les enfants, à tous les jeunes gens, sans distinction d'origine.

Le maintien sur place, comme le retour d'une population active plus nombreuse sera le meilleur soutien d'une véritable politique **d'aide aux personnes âgées** qui verront augmenter très sensiblement leurs pensions et retraites et améliorer leurs conditions d'existence.

Un nouveau type de gestion, fondée principalement sur des institutions régionales démocratiquement élues, permettra le développement sans précédent des **équipements collectifs**, qu'ils soient à destination sanitaire comme l'hôpital ou orientés vers les loisirs comme une piscine, ou à vocation culturelle liée à la tradition bretonne.

Dans le cadre de cette rénovation, les cantons de **Briec, Douarnenez, Plogastel-St-Germain et Pont-Croix** ont leur place à tenir. Mais ils faut qu'ils changent de cap et participent par leurs suffrages à la mise en place d'un gouvernement s'inspirant du **programme commun de la gauche**.

Dans cette perspective, à travers tout le pays, comme dans votre circonscription, **les candidats communistes** offrent la plus sérieuse des garanties. **Honnêtes et sincères**, ils ne sont pas seulement de passage et vivent chaque jour parmi vous, partageant vos problèmes et vos difficultés mais aussi vos espoirs et vos joies. Les solutions, c'est avec vous, avec votre participation qu'ils les trouvent. **Faites-leur confiance. Ils sont de ceux qui sauront la mériter.**

Michel MAZÉAS
MAIRE DE DOUARNENEZ

Remplaçante : **Amélie KERLOCH**
Maire-Adjointe de Plogoff

Vu, le candidat.